

<https://ricochets.cc/Communique-de-RICOCHETS-nous-protestons-vivement-contre-l-acharnement-visant-notre-media-et-les-libertes-publiques-en-general.html>



Communiqué de RICOCHETS : nous protestons vivement contre l'acharnement visant notre média et les libertés



Date de mise en ligne : Jeudi 11 mars 2021
ues en général

- Les actus de RICOCHETS -

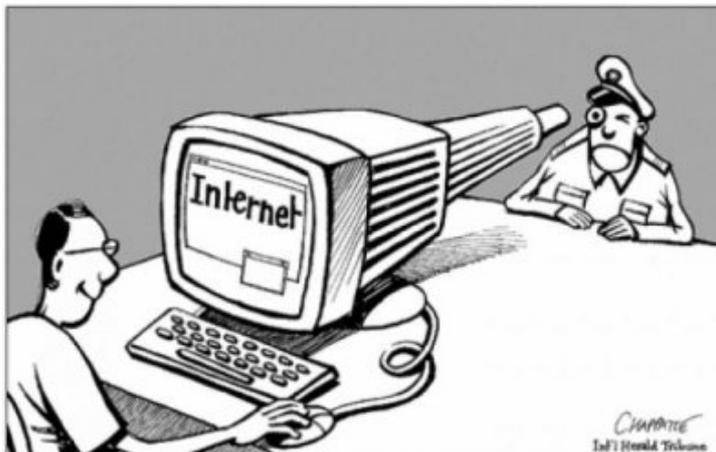
Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Nous avons appris récemment par la presse du mercredi 10 mars que le préfet de la Drôme a lancé à nouveau une plainte contre RICOCHETS.

Un article qui a été publié il y a peu sur ce site web est dans le viseur d'après un organe de presse locale.

Cet article provient d'un collectif qui se veut solidaire des saboteurs d'installations internet et mobile dans la Drôme par rapport à leur répression.

Cet article visé par les autorités locales voulait visiblement lancer le débat sur le sujet de la prolifération des antennes 5G et autres installations technologiques, sur le problème des atteintes écologiques par le système en place et l'économie numérique, et sur les manières d'y faire face.



Communiqué de RICOCHETS : nous protestons vivement contre l'acharnement visant notre média et les libertés publiques en général En France, le débat et les opinions sont de plus en plus pourchassés par un régime liberticide

Nous rappelons tout d'abord que Ricochets est un média participatif, ouvert, des dizaines de personnes disposent des codes d'accès pour publier directement.

Pour nous, l'article visé cette semaine par le préfet de la Drôme est parfaitement légal.

Un acharnement déclaré contre notre média Ricochets

Néanmoins, face à l'acharnement déclaré contre notre média Ricochets, avec un procureur qui l'année dernière a semblé aux ordres de la préfecture, nous préférons suspendre la publication de cet article par précaution, en attente de plus amples informations, et surtout pour éviter à la personne qui a subit la répression en 2020 d'être à nouveau ennuyée.

Rappelons que Gé avait supporté une perquisition complète du domicile, une garde à vue de 28h, une saisie de tout son matériel informatique (y compris à usage professionnel) pendant 7 mois (la restitution a eu lieu en février) !

Le procès à Valence qui avait eu lieu le 03 novembre 2020 s'était conclu par une relaxe complète le 17 novembre, voir les infos sur :

- [Tribunal de Valence : relaxe pour Gé dans la plainte préfectorale contre Ricochets](#) - Ce 17 novembre on apprend la relaxe pour cette affaire de procès contre la liberté d'expression et de droit de la presse (avec des liens complémentaires en fin de page)
- <https://ricochets.cc/Liberte-d-expression-Proces-de-Ge-et-du-media-Ricochets.html>

Dans cette nouvelle affaire, nous considérons que RICOCHETS subit des pressions inacceptables, qui entravent la libre expression et le débat légitime, lesquels doivent rester possibles dans ce pays, y compris sur les sujets les plus sensibles.

Défendre ensemble le droit essentiel au débat d'idée

Aussi, quoi qu'il se passe ensuite (poursuites réelles ou pas), nous appelons d'ors et déjà les médias libres et les sympathisants à se mobiliser pour défendre RICOCHETS, et plus largement pour défendre le droit essentiel au débat d'idée.

Un droit, qui, on le voit bien depuis maintenant un an (et plus), est très largement attaqué, démoli, par l'état d'urgence permanent et une présence policière disproportionnée partout dans l'espace public et sur internet.

On le voit avec les projets de loi Â« sécurité globale Â», Â« séparatismes Â» et d'autres fichages/dispositifs policiers en tout genre, c'est maintenant qu'on doit tous se battre pour nos libertés, pour éviter de subir davantage encore l'arbitraire et l'autoritarisme.

Beaucoup de personnes, militantes ou non et venant de divers horizons, ont déjà protesté contre ces mesures liberticides depuis plusieurs mois, continuons, c'est un combat essentiel et de longue haleine.

La question des libertés fondamentales et de l'expression concerne tout le monde

Cette lutte est essentielle car la question des libertés fondamentales et de l'expression nous concerne toutes et tous, et concerne toutes les autres luttes, tous les engagements sociaux, politiques, écologiques, féministes, etc.

Nous sentons que cette inflation autoritaire nous impacte toutes et tous, de manière directe (perquisitions, amendes, gardes à vue, procès, emprisonnement...) ou de manière plus pernicieuse (autocensure de nos paroles, de nos actions et même de nos manières d'envisager le monde...).

Et même si vous pensez ne pas être concerné et que ce sujet ne vous intéresse pas spontanément, si on laisse faire, cette inflation autoritaire de dispositifs de surveillance-répression s'intéressera à vous, tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre, on le voit déjà tous les jours dans nos rues.

Soyons solidaires, Luttons, Résistons.

Le collectif d'animation de Ricochets

- ▶ Vous pouvez [signer ou soutenir la tribune que nous avons initié ensuite](#)



Communiqué de RICOCHETS : nous protestons vivement contre l'acharnement visant notre média et les libertés publiques en général A force de tourner sa langue dans sa bouche avant de parler, ça fait des noeuds

Quand ils sont venus flash-baller les jeunes de cités, ils n'ont rien dit, ils pensaient que c'était des dealers et des terroristes.

Quand ils sont venus enfermer et mutiler les Gilets jaunes, ils n'ont rien dit, ils pensaient que c'était des casseurs et des antisémites.

Quand ils ont tué en pleine rue un père de famille lors d'un banal contrôle routier, ils n'ont rien dit, ils pensaient que c'était un fait divers regrettable.

Quand ils sont venus mettre en garde à vue les journalistes indépendants, ils n'ont rien dit, ils pensaient que c'était des militants, des trafiquants de fake news.

Quand ils sont venus les chercher, eux, les journalistes à carte de presse, il n'y avait plus personne pour vouloir ou pouvoir encore protester.

(source : [« Quand ils sont venus chercher les journalistes », par Aude Lancelin](#))

Post-scriptum :

- ▶ *Très prochainement, nous allons lancer sans doute une tribune plus large sur cette défense essentielle des libertés publiques et le besoin de leur renforcement, elle sera ouverte à co-signature. ...à suivre*